

"On en parle tous entre nous" : à Saint-Denis, le malaise des policiers municipaux face à la politique de désarmement de Bally Bagayoko, le nouveau maire LFI

lire plus tard

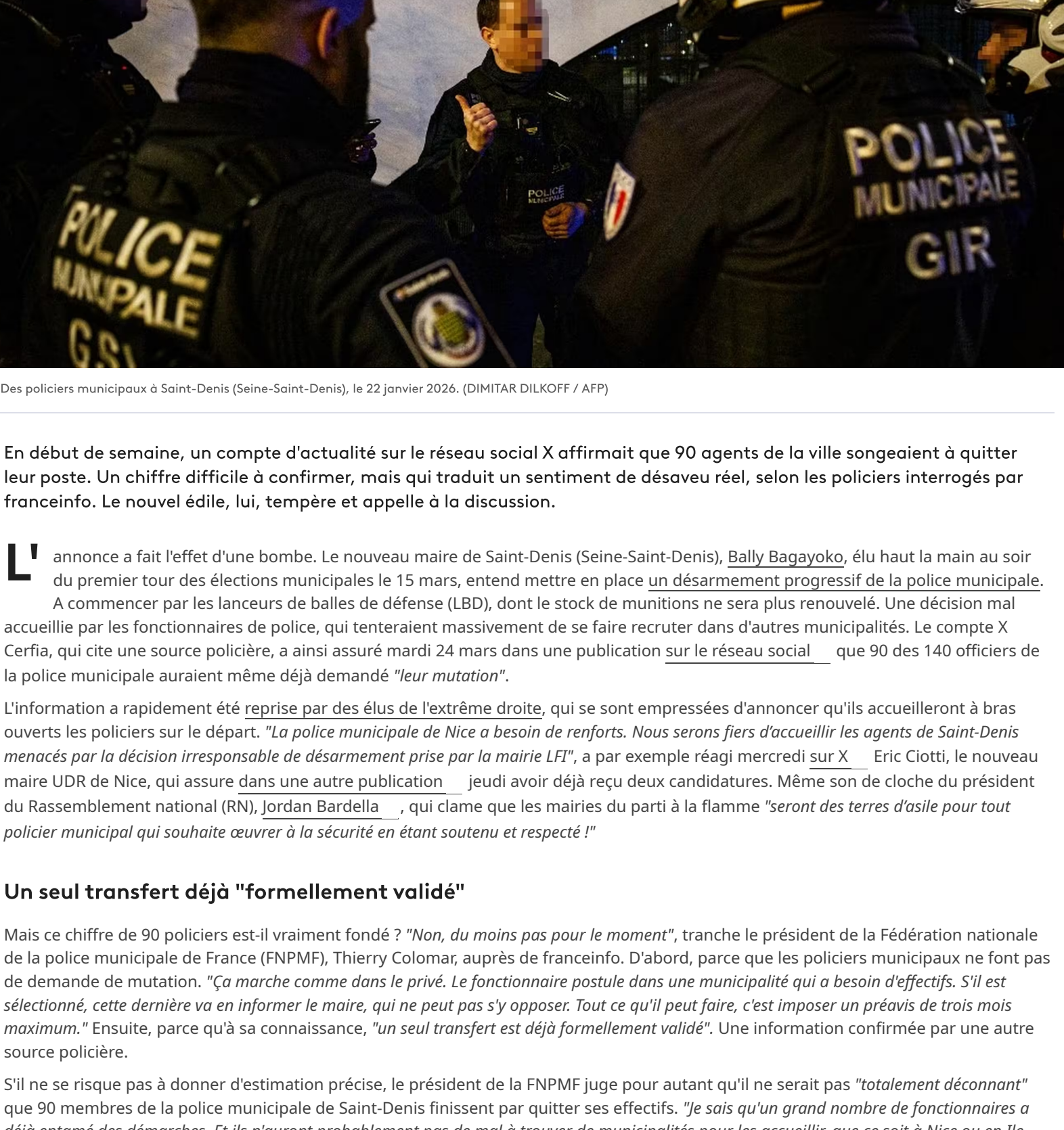
766 commentaires

Tom Hallmann

France Télévisions

Publié le 28/03/2026 06:57Mis à jour le 28/03/2026 12:33

Temps de lecture : 8min



Des policiers municipaux à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 22 janvier 2026. (DIMITAR DILKOFF / AFP)

En début de semaine, un compte d'actualité sur le réseau social X affirmait que 90 agents de la ville songeaient à quitter leur poste. Un chiffre difficile à confirmer, mais qui traduit un sentiment de désaveu réel, selon les policiers interrogés par franceinfo. Le nouvel édile, lui, tempère et appelle à la discussion.

L'annonce a fait l'effet d'une bombe. Le nouveau maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Bally Bagayoko, élu haut la main au soir du premier tour des élections municipales le 15 mars, entend mettre en place un désarmement progressif de la police municipale. A commencer par les lanceurs de balles de défense (LBD), dont le stock de munitions ne sera plus renouvelé. Une décision mal accueillie par les fonctionnaires de police, qui tenteraient massivement de se faire recruter dans d'autres municipalités. Le compte X Cerfia, qui cite une source policière, a ainsi assuré mardi 24 mars dans une publication sur le réseau social que 90 des 140 officiers de la police municipale auraient même déjà demandé "leur mutation".

L'information a rapidement été reprise par des élus de l'extrême droite, qui se sont empressées d'annoncer qu'ils accueilleront à bras ouverts les policiers sur le départ. "La police municipale de Nice a besoin de renforts. Nous serons fiers d'accueillir les agents de Saint-Denis menacés par la décision irresponsable de désarmement prise par la mairie LFI", a par exemple réagi mercredi sur X Eric Ciotti, le nouveau maire UDR de Nice, qui assure dans une autre publication jeudi avoir déjà reçu deux candidatures. Même son de cloche du président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, qui clame que les mairies du parti à la flamme "seront des terres d'asile pour tout policier municipal qui souhaite œuvrer à la sécurité en étant soutenu et respecté".

Un seul transfert déjà "formellement validé"

Mais ce chiffre de 90 policiers est-il vraiment fondé ? "Non, du moins pas pour le moment", tranche le président de la Fédération nationale de la police municipale de France (FNPMF), Thierry Colomar, auprès de franceinfo. D'abord, parce que les policiers municipaux ne font pas de demande de mutation. "Ça marche comme dans le privé. Le fonctionnaire postule dans une municipalité qui a besoin d'effectifs. S'il est sélectionné, cette dernière va en informer le maire, qui ne peut pas s'y opposer. Tout ce qu'il peut faire, c'est imposer un préavis de trois mois maximum." Ensuite, parce qu'à sa connaissance, "un seul transfert est déjà formellement validé". Une information confirmée par une autre source policière.

S'il ne se risque pas à donner d'estimation précise, le président de la FNPMF juge pour autant qu'il ne serait pas "totalement déconnant" que 90 membres de la police municipale de Saint-Denis finissent par quitter ses effectifs. "Je sais qu'un grand nombre de fonctionnaires a déjà entamé des démarches. Et ils n'auront probablement pas de mal à trouver de municipalités pour les accueillir, que ce soit à Nice ou en Ile-de-France."

"Il y a 4 500 postes vacants en France", expose Thierry Colomar, qui condamne "une décision irresponsable" du maire de Saint-Denis et ne serait pas étonné "d'observer la même chose dans d'autres villes remportées par La France insoumise" aux municipales, comme Roubaix. Le Syndicat de défense des policiers municipaux (SDPM), qui se revendique comme le premier syndicat de la profession, a appelé dans un communiqué "les policiers municipaux à faire tout leur possible pour quitter" les municipalités LFI.

"Au minimum une trentaine à avoir entamé des démarches"

Derrière le débat sur les chiffres, plusieurs membres de la police municipale de Saint-Denis confirment, auprès de franceinfo, un malaise après l'annonce du nouveau maire. Sous couvert d'anonymat, ils confirment être plusieurs dizaines à vouloir être transférés ailleurs. "Je sais avec certitude que nous sommes au minimum une trentaine, sûrement beaucoup plus, à avoir entamé des démarches auprès d'autres municipalités", explique Arthur*. "On en parle tous entre nous. Au sein des groupes d'intervention, la quasi-totalité a exprimé son envie de quitter la commune. Mais le processus prend du temps", ajoute Mathieu*, qui assure avoir déjà passé trois entretiens dans des départements voisins de la Seine-Saint-Denis.

"Il y a différentes choses à apprécier : la localisation géographique, les mesures que le maire en place va appliquer, l'alignement avec nos valeurs..."

Mathieu, policier municipal à Saint-Denis à franceinfo

"Ce n'est pas tant une question de parti politique. Mathieu Hanotin est un socialiste, et pourtant, il avait fait de la sécurité publique une priorité", assure le policier municipale. Le maire sortant de Saint-Denis les avait en effet choyés au fil de son mandat. Construction d'un commissariat, multiplication des effectifs par quatre, armement légal, installation de 700 caméras sur le territoire... En un peu moins de six ans, plus de 20 millions d'euros ont été investis dans la police municipale. La politique de désarmement progressif instaurée par Bally Bagayoko est donc vécue comme un désaveu par les agents.

"Je suis policier par passion, mais mon but, ça reste de rentrer en vie. Renoncer au LBD, ce n'est pas dramatique. Mais après, ce sera le [pistolet] 9 mm, puis les gazeuses, puis les pistolets à impulsions électrique... Si le mec en face a un couteau, ou pire, une arme à feu, je fais comment ?", s'agace Arthur*.

En 2025, la police municipale de Saint-Denis a reçu 55 000 appels et réalisé 33 000 interventions, selon des chiffres communiqués à franceinfo. Dans 99,3% des cas, les fonctionnaires n'ont pas eu à utiliser leurs armes. De quoi justifier leur désarmement ? "On peut le voir comme ça. Mais c'est aussi sur les 0,7% restants que nous sommes attendus au tournant. Si quelqu'un meurt parce que je n'ai pas pu intervenir, ça va faire scandale", oppose Mathieu, qui estime que Bally Bagayoko n'aura pas d'autres choix que de revoir sa politique face "à la réalité du terrain".

"On ne veut pas de cow-boys"

De son côté, le nouveau maire tempère, sur les antennes de France Télévisions. "Lorsque je parle de désarmement, je pense d'abord aux lanceurs de balles de défense (LBD), qui sont des armes difficilement contrôlables et aux conséquences parfois dramatiques", a expliqué Bally Bagayoko mardi sur le plateau de Télématin. "Nous allons réinterroger l'ensemble de l'armement de la police municipale. Ça se fera avec la direction, les personnels et les habitants pour que nous puissions avoir une police de proximité en capacité d'agir", a-t-il encore assuré jeudi lors du JT de 13 heures de France 2.

Dans la commune, le processus de désarmement divise les habitants. "Il faut garder les armes. Ils sont obligés, sinon qu'est-ce qu'ils ont comme garantie ? Rien", partage une passante dans le même reportage. "On ne veut pas de cow-boys, on veut une police de proximité. Le LBD, on a vu ce que ça a donné", oppose un riverain. En janvier 2026, le média indépendant Blast a recueilli de nombreux témoignages dénonçant des contrôles abusifs, des humiliations et des violences auprès d'habitants des quartiers populaires de Saint-Denis. Début février, un policier national (qui ne fait donc pas partie de la police municipale) a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir giflé et craché à la figure d'un jeune homme. "Des faits condamnables, mais qui restent des épiphénomènes", selon les policiers que franceinfo a interrogés.

Des réunions entre les policiers et la municipalité doivent avoir lieu ces jours-ci, afin notamment d'évoquer le désarmement des agents, selon plusieurs sources. Le directeur de la police municipale de Saint-Denis, Sofyan El Belqasmi, devrait y annoncer la nouvelle marche à suivre pour les fonctionnaires. En poste depuis 2021, il songerait lui-même à quitter son poste, selon une information du Figaro confirmée à franceinfo par une source policière.

En attendant, conseil a été donné aux policiers municipaux de renoncer à toute sortie d'initiative et de se limiter aux appels et aux interventions urgentes, selon nos informations. "Une mesure de protection", estime Arthur*, qui assure que ses collègues et lui ont été régulièrement pris à partie depuis l'élection de Bally Bagayoko.

* Les prénoms ont été modifiés.

766 commentaires

partager

Contenus sponsorisés

L'actu à 18h30

Tous les soirs, recevez l'essentiel de l'actualité

 tous les jours

S'inscrire à la newsletter

France

Société

Les choix de la rédaction

Découvrez l'application France Info

Toute l'actu en direct et en continu, où et quand vous voulez.

• Sauvegardez vos articles à lire plus tard

• Recevez les alertes uniquement sur ce qui vous intéresse

Télécharger l'application

Accueil / France / Paris-Ile-de-France / Seine-Saint-Denis

toute l'actu dès 7h30

Votre adresse e-mail

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous adresser des newsletters. Pour exercer vos droits, contactez-nous.

Notre politique de confidentialité

le live

direct tv

direct radio

Retrouvez aussi

La météo

Les jeux

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Gérer mes traceurs

Plan du site

Plan du site recherche

Qui sommes-nous ?

Nous contacter

Accessibilité (partiellement conforme)

Charte déontologique

Charte du Live

Assistant vocal

Devenir annonceur

Recrutement